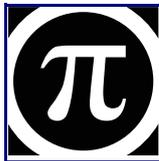


**SELECTION D'ARTICLES
ET DE TRIBUNES**
sur la crise sanitaire actuelle
et ses perspectives.



BROCHURE #4
- 18 avril 2020 -

Collectif « Un regard de côté »
un-regard-de-cote@riseup.net



La Quadrature du Net

Nos arguments pour rejeter StopCovid

14 avril 2020

Hier, Emmanuel Macron a invité le Parlement à débattre de l'éventuelle application [StopCovid](#) développée par son gouvernement. Nous venons d'envoyer aux parlementaires le résumé de nos arguments ([PDF](#), 1 page), tel que repris ci-dessous.

L'application StopCovid serait inutile, dangereuse pour nos libertés et pourrait même aggraver la situation sanitaire. L'administration et le Parlement doivent cesser d'investir toute ressource humaine ou économique dans ce projet vain et dangereux. L'urgence est partout ailleurs.

Une efficacité hasardeuse

Utilisation trop faible

- de premières approximations évaluent que plus de 60%¹, voire plutôt **80% ou 100% de la population** devrait utiliser l'application pour que celle-ci soit efficace, à condition encore qu'elle produise des données fiables ;
- seulement **77% de la population** française [a un smartphone](#) et cette proportion baisse à **44%** pour les personnes de plus de 70 ans, alors qu'elles sont parmi les plus vulnérables ;
- beaucoup de personnes **ne savent pas forcément activer le Bluetooth** et certaines refusent de le maintenir activé en permanence pour des raisons pratiques (batterie) ou pour se protéger d'usages malveillants² ;
- **16% de la population de Singapour** a [utilisé](#) l'application équivalente – ce qui n'a pas empêché de devoir finalement recourir au confinement.

Résultats trop vagues

- il faut redouter que la population n'ait pas accès à des **tests** de façon assez régulière pour se signaler de façon suffisamment fiable (et se reposer uniquement sur l'auto-diagnostic risquerait de faire exploser le nombre de **faux-positifs**) ;
- il ne semble n'y avoir aucun consensus quant à **la durée et la distance** de proximité justifiant d'alerter une personne entrée en « contact » avec une autre personne contaminée ;

- à certains endroits très **densément peuplés** (certains quartiers, grandes surfaces, grandes entreprises) on [assisterait](#) à une explosion des faux positifs, ce qui rendrait l'application inutile ;
- le champ de détection du Bluetooth semble beaucoup trop varier d'un appareil à un autre et sa **précision n'est pas forcément suffisante** pour offrir des résultats fiables³.

Contre-efficacité sanitaire

- en créant un **faux sentiment de sécurité** sanitaire, l'application pourrait inciter à réduire les gestes barrières, tout en échouant à lancer des alertes suffisamment fiables ;
- son développement requiert une énergie et un coût qui ne sont pas investis dans des solutions plus efficaces, comme la **production de masques**, le **dépistage** de la population ou la promotion des **gestes barrières**... ;
- le déploiement de systèmes de surveillance augmenterait le sentiment de défiance déjà important d'une partie de la population à l'égard de l'État. Ne sachant pas s'ils peuvent faire confiance au système mis en place, les potentiels malades pourraient se trouver **incités à cacher leurs symptômes** aux services de santé par peur de conséquences négatives.

Des libertés inutilement sacrifiées

Discriminations

- que ce soit en la rendant obligatoire, ou par une pression sociale trop importante, les personnes n'utilisant pas l'application risqueraient de ne plus pouvoir travailler ou accéder à certains lieux publics librement (voir déjà un [exemple](#) en Italie), rendant leur **consentement non-libre** et donc nul ;
- une [hypothèse](#) de discrimination particulièrement grave serait de faciliter **l'accès aux tests sérologiques** pour les personnes utilisant l'application.

Surveillance

- dans le cas où l'application serait adoptée par une partie de la population, il faut redouter que le gouvernement puisse **l'imposer plus facilement** au reste de la population, contre sa volonté ; nous constatons que toutes mesures sécuritaires et liberticides prises dans les temps « d'urgence » n'ont jamais été remises en cause – c'est l'**effet cliquet** qui participe à la défiance justifiée contre ces solutions de contrôle ;
- l'objectif de l'application (alerter des personnes ciblées) est par essence **incompatible avec la notion juridique d'anonymat** – il s'agit au mieux d'un pseudonymat, qui ne protège pas contre tout type de surveillance individuelle ;

- la publication du code de l'application sous une **licence libre**, ainsi que l'utilisation de méthodes de compilation reproductibles, seraient des exigences indispensables contre ces abus, mais elles-mêmes insuffisantes.

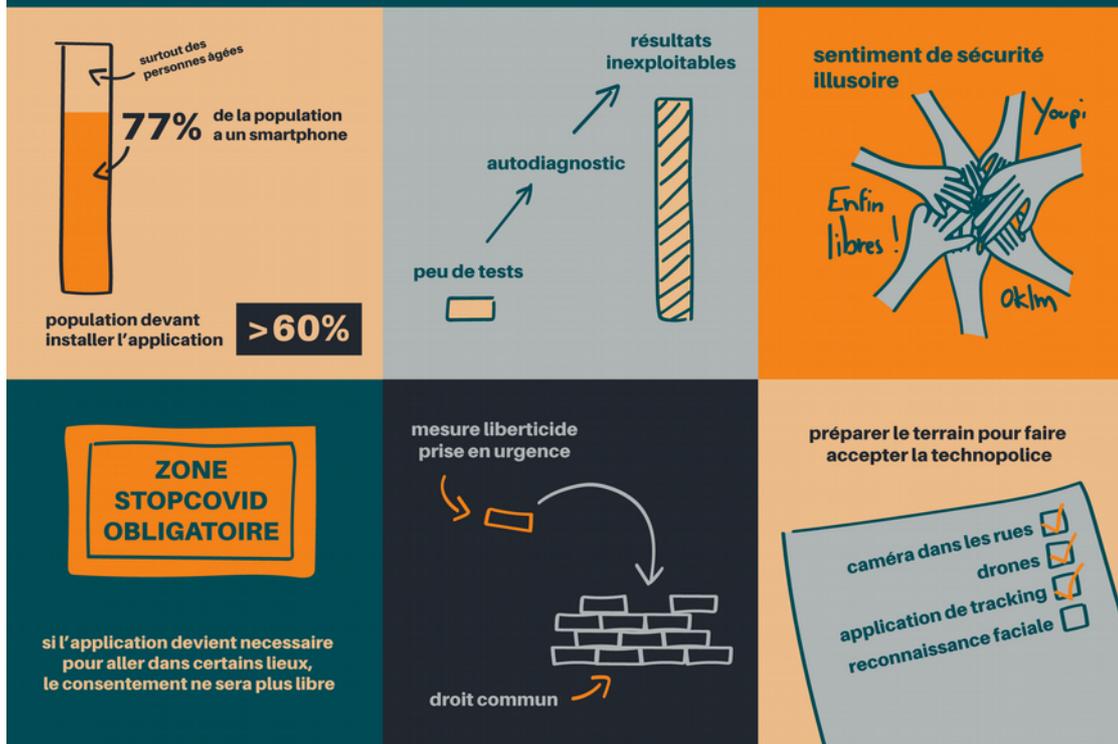
Acclimatation sécuritaire

- personne n'est capable de dire à l'avance pendant **combien de temps** l'application serait déployée ;
- une fois l'application déployée, il sera plus facile pour le gouvernement de lui **ajouter des fonctions coercitives** (contrôle individuel du confinement) ;
- l'application incite à soumettre son corps à une surveillance constante, ce qui renforcera l'acceptabilité sociale d'autres technologies, comme la **reconnaissance faciale** ou la vidéo surveillance automatisée, qui sont actuellement largement rejetées ;
- solutionnisme technologique : l'application renforce la **croissance aveugle** dans la technologie et la surveillance comme principales réponses aux crises sanitaires, écologiques ou économiques, alors qu'elles détournent au contraire l'attention des solutions : recherche scientifique, financement du service public...

L'utilisation d'une application dont les objectifs, les techniques et les conditions mêmes d'usage portent des risques conséquents pour notre société et nos libertés, pour des résultats probablement médiocres (voire contre-productifs), ne saurait être considérée comme acceptable pour nous – tout comme [pour beaucoup de Français·es](#). Le temps médiatique, politique et les budgets alloués à cette fin seraient mieux utilisés à informer et protéger la population (et les soignant·es) par des méthodes à l'efficacité prouvée, telles que la mise à disposition de masques, de matériel médical et de tests.

REJETER STOPCOVID

lqdn.fr/stopcovid



References

- 1 ↑ Le taux d'utilisation de 60% nécessaire pour une efficacité est très [repris](#) dans la presse française en s'appuyant sur cette [étude](#), cela nous semble être une déduction assez vague de la figure 3 de l'étude, déjà nécessairement simplifiée par rapport à la réalité. Reste que pour espérer la moindre efficacité, il faudrait que l'application soit extrêmement performante pour identifier les contacts susceptibles d'avoir entraîné une contamination, la quarantaine successive très bien suivie, et également qu'il y ait un taux d'installation colossal de l'application.
- 2 ↑ Une grande partie des smartphones en utilisation ne sont pas équipés des dernières mises à jour de sécurité, or des [failles](#) dans le protocole Bluetooth ont été découvertes ces dernières années.
Selon l'[analyse](#) de l'ACLU : « Other open questions include whether Bluetooth is precise enough to distinguish close contacts given that its range, while typically around 10 meters, can in theory reach up to 400 meters, and that its signal strength varies widely by chips et, battery, and antenna design » (« D'autres questions restent ouvertes, par exemple celle de savoir si le Bluetooth est assez précis pour différencier les contacts proches, étant donné que sa portée, qui tourne en pratique autour de 10 m, peut atteindre en théorie 400 m et que la puissance du signal dépend
- 3 ↑

Je ne vous pardonnerai pas « Comment osons-nous pousser des caddies et abandonner nos morts ? »

paru dans [lundimatin#238](#), le 13 avril 2020



Julie a perdu sa mère en quelques jours. Après avoir contracté les premiers symptômes du Covid-19, Danielle a été hospitalisée, et à partir de ce moment, dans une violence inouïe et habillée de droit, son corps ne lui appartenait plus.

Julie a pris la voiture pour aller voir sa mère, être auprès d'elle dans ce moment décisif. Mais le médecin lui a dit qu'elle ne pourrait pas la voir, qu'elle pourrait seulement voir son corps avant qu'elle ne soit mise sans aucune toilette ni soin dans un sac mortuaire. Elle a donc attendu dans la chambre anonyme d'un hôtel de bord de route. Elle a regardé la télé, confinée dans son deuil impossible à faire. Elle est descendue commander un repas, un verre de vin. Elle a attendu pendant que sa mère attendait elle aussi sur son lit d'hôpital. Et puis elle a reçu un coup de fil. Elle était morte. Elle pouvait venir voir le corps. Ça lui a été présenté comme une fleur, un privilège. Elle est donc allée voir sa mère, le corps de sa mère encore tiède. Elle a dû mettre des gants, un masque. Elle a pu

lui dire au revoir, commencer à réaliser ce que notre monde voulait lui voler : aimer sa mère.

Elle est retournée dans sa chambre d'hôtel, toujours anonyme. Elle a commencé à faire les démarches pour les obsèques : carte d'identité, livret de famille, choix du cercueil, de l'urne. Elle a appelé plusieurs pompes funèbres. Elle les a presque toutes appelées. Elles ont toutes répondu cette même réponse inaudible, impossible, inhumaine. Vous ne pourrez pas revoir le corps de votre mère, vous ne pourrez pas suivre le cercueil au funérarium, vous ne pourrez pas assister à la crémation, vous ne pourrez pas célébrer les obsèques. Vous pourrez venir chercher l'urne dans deux semaines.

Il n'est plus question ici de contagiosité. Il n'est plus question ici de coronavirus. On peut pousser son caddy au supermarché, mais on ne peut pas accompagner le cercueil de sa mère. On peut prendre sa voiture pour aller travailler, on peut planter des pommes de terre, on peut réparer des voitures, on peut transporter des marchandises, on peut livrer des colis, on peut faire le plein d'essence, on peut prendre l'autoroute, le train, où même l'avion. On peut quitter Paris, faire une location saisonnière, mais on ne peut pas dire adieu à sa mère, on ne peut pas assister à sa crémation, on ne peut pas dire lui dire un dernier poème, devant quelques proches réunis. Ça n'a rien à voir avec le coronavirus. Ça vient de nous, de notre inhumanité naissante.

Nous sommes dépossédés de nos défunts. L'État et son heuristique de la peur semble avoir conquis le monopole radical de la mort. Et je n'entends aucune voix, aucune rage, aucune fureur monter de la rue. Et je n'entends aucune plainte. J'ai passé le moment d'émerveillement face au retour de la nature. L'homme ne s'est pas retiré du monde, il s'est retiré de lui-même, il a retranché son humanité. Ne pas enterrer ses morts, c'est enterrer sa vie même.

Julie rentre demain. Elle ira chercher l'urne dans deux semaines. Elle ira chercher son deuil, et elle organisera les obsèques quand l'État lui en donnera le droit. Un corps représente encore une valeur marchande : cercueil, urne, funérarium, prestation des pompes funèbres. Le deuil, les larmes, le rituel, la chaleur humaine, le cœur, l'âme, les déchirements, les déchirures, les cicatrices, les colères, les rages, ça ne rapporte rien, ça ne mérite aucune case dans aucune attestation dérogatoire de déplacement. Mais c'est votre cœur que vous avez déplacé ! C'est votre cœur que vous avez oublié de cocher.

Julie ira faire les courses, elle ira sortir les poubelles, elle ira faire le plein, elle ira peut-être aider aux champs. Son deuil, elle s'en occupera plus tard. Quand elle n'aura plus le temps de s'en occuper. Quand on aura tous oublié, quand on voudra tous oublier. Elle lira un poème, peut-être au funérarium où sa mère a été incinérée. Peut-être qu'on y verra que du feu, qu'on fera comme si sa mère venait de mourir, comme si on avait pu lui dire au revoir, comme si on avait pu l'accompagner, lui tenir la main, la serrer,

embrasser son front, comme si on avait entendu son dernier souffle, comme si on avait pu faire son deuil. Mais sera-t-on capable de faire comme si ? Comment osons-nous pousser des caddies et abandonner nos morts ? Comment osons-nous laisser les gens crever seuls ? Comment osons-nous regarder ailleurs ? Qui a l'autorité de nous dire comment accompagner nos défunts ? Qui a l'autorité de nous interdire un geste, un deuil, un murmure ?

Je ne vous pardonnerai pas de laisser crever les morts. Je ne vous pardonnerai pas d'avoir blessé ma compagne. Je ne vous pardonnerai pas votre inhumanité habillée d'urgence sanitaire. Vous voulez que j'écoute les oiseaux, que je regarde les rorquals dans les calanques, vous voulez que je visionne des séries, que je lise des livres. Vous voulez que je médite sur le sens de l'existence. La voilà ma méditation métaphysique : vous êtes des chiens aveugles qui piétinez nos âmes sur l'asphalte du progrès. Vous êtes les fantômes d'un monde mortifère détruisant nos songes. Vous avez presque le monopole radical de la mort, je ne vous laisserai pas celui de la vie.

Mathieu Yon

Un McDo marseillais réquisitionné par les travailleurs pour donner de la nourriture dans les quartiers

Les travailleurs du McDonald's de Saint-Barthélemy ont réquisitionné le site afin de distribuer des colis alimentaires à la population des quartiers nord de Marseille, qui vivent dans une misère croissante depuis le début du confinement. Une action à laquelle la direction de McDonald's France s'oppose, alors qu'elle relance partout son activité au mépris de la santé des salariés.

[Mateo Falcone](#) // Révolution permanente



Depuis le début de la crise sanitaire la population des quartiers nord marseillais déjà extrêmement précaire plonge dans la misère. Les arrondissements du nord de Marseille (3ème, 13ème, 14ème, 15ème, 16ème) ont un taux de chômage de 25,5% (contre 8.5% de moyenne nationale) et 39% de la population vit sous le seuil de pauvreté.

La mise en place du confinement a renforcé cette précarité avec une vague de licenciements et d'arrêts du paiement des salaires pour les personnes travaillant dans le secteur informel. Aujourd'hui une partie croissante de la population des quartiers nord marseillais ne peut donc plus satisfaire ses besoins vitaux les plus

élémentaires comme se nourrir. Nair Abdallah, membre du collectif Maison-Blanche, témoigne : « *Nous au début on était confinés, on a laissé passer 4, 5 jours, et quand on a vu que le confinement était repoussé on a décidé de retourner sur le quartier. Les familles commencent à nous dire qu'elles ne mangent plus rien, par exemple une mère de famille nous a expliqué qu'elle ne mangeait que de la soupe à l'oignon avec ses trois enfants depuis plus de trois jours* ».

De nombreuses associations et collectifs se sont donc lancés dans la distribution de colis alimentaire pour les plus démunis. Chaque jour, ils sont plus nombreux à demander leur aide : le collectif Maison-Blanche distribuait 50 colis la semaine dernière, cette semaine il en distribue près de 400. Les services sociaux d'autres quartiers ont même commencé à orienter les personnes vers ces collectifs, qui grâce à leur mobilisation parviennent pour l'instant à répondre aux besoins en colis alimentaires.

Face à cet afflux, les travailleurs du McDonald's de Saint-Barthélemy, soutenus par une multitude de collectifs et d'associations, notamment le Syndicat des quartiers populaires de Marseille, ont décidé de réquisitionner le site du restaurant pour pouvoir l'utiliser comme solution à la crise. La nourriture envoyée par des commerçants, des habitants ou la banque alimentaire, est stockée dans la chambre froide, le site permet d'assurer la préparation et la répartition des colis aux associations et collectifs. Les colis sont directement distribués au bas des halls d'immeuble ou devant les appartements. Le tout en respectant les mesures sanitaires (masques, gants, désinfection des produits) et les gestes barrières. Pour Kamel Guémari, syndicaliste à Force Ouvrière, figure de la contestation contre la direction de McDonald's : « *Dans cet état d'urgence, si l'on n'est pas acteurs pour nos quartiers qui le fera ?* ».

L'enseigne s'est opposée à l'action et la condamne. Ralph Blindauer, avocat des salariés du restaurant de Saint-Barthélemy raconte, au journaliste de *La Marseillaise* : « *On aurait voulu le faire avec l'accord de McDonald's France mais leur position consiste à dire que c'est non, compte tenu du passif* ». Il ajoute : « *Ils sont dépourvus de la moindre parcelle d'humanité, les travailleurs ont donc décidé de passer outre* ». La direction de McDonald's France se positionne donc aujourd'hui en obstacle aux solutions face à la crise pour venir en aide aux plus démunis. Les travailleurs du restaurant de St Barthélémy ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour pallier la situation dramatique que connaissent les habitants de Marseille.

L'enseigne n'est en effet pas connue pour son humanité, la multinationale a annoncé il y a une semaine vouloir [reprendre son activité dans les restaurants drive et la livraison à domicile, au détriment de la santé de ces salariés.](#)

Si la reprise du travail se fait sur la base du volontariat, Massamba Drame, syndicaliste à SUD Hôtellerie-Restoration à Paris, affirme que « *les salariés qui refuseront de reprendre le travail seront catalogués comme des ennemis de la direction, risquant des représailles* ». L'entreprise est en effet connue pour la répression qu'elle exerce contre les salariés indésirables. L'année dernière *Marsactu* révélait comment McDonald's avait payé un [faux témoignage 25 000 euros, contre Kamel Guemari afin de pouvoir le licencier.](#)

Pour ce qui concerne la reprise du travail à marche forcée pour les salariées de l'enseigne, Massamba Dramé, explique que « *les cuisines sont très petites, il va être difficile de respecter les gestes barrières, puis il y a la question des masques, ils devraient être donnés en priorité au personnel soignant qui en manque cruellement* ». Pourtant comme le souligne le syndicaliste, « *la livraison McDo ce n'est pas quelque chose d'indispensable* ». Vendre des burgers pour grossir les poches de Mcdo n'est pas essentiel, par contre la réquisition de ces secteurs de la restauration, pour aider les plus démunis comme l'ont fait les travailleurs de Saint-Barthélemy est une réponse à la crise sanitaire et économique.

Alors que l'État nous mène vers une hécatombe avec sa gestion catastrophique de la crise, que le patronat veut rouvrir les commerces et relancer la production non essentielle au détriment de la santé de milliers de salariés, les travailleurs du McDonald's marseillais ont repris en main leurs outils de travail pour les mettre au service de la gestion de la crise. Ils sont les mieux placés pour réorganiser la distribution, non pas pour les profits du patronat mais pour pallier la crise en cours.

Crédit Photo : Libération

Épidémie et technologies : « Sous les dorures de la start-up nation, un pouvoir coercitif »

par [Rachel Knaebel](#) // Bastamag // 16 avril 2020



Une application smartphone de « tracking », c'est-à-dire de pistage des contaminations par le virus, serait-elle la solution pour sortir au plus vite du confinement ? Pas du tout, répond le sociologue et activiste des libertés numériques Félix Tréguer. Pour lui, ce n'est pas là que se trouve la réponse à la crise sanitaire. Surtout, sous l'apparence inoffensive du numérique, ces outils renforcent en fait le pouvoir policier.

Basta ! : À la Quadrature du net, une association dédiée à la défense des libertés à l'ère numérique, vous êtes radicalement opposés au projet d'application numérique de suivi du coronavirus. Pourquoi ?

Félix Tréguer [1] : L'idée de ce type d'application contre le virus est apparue fin mars comme la seule solution possible compte tenu de la casse de l'hôpital public, et de l'impréparation générale des autorités sanitaires. Il y a eu l'exemple de la Chine, puis de Singapour, qui a développé une version qui avait l'air moins problématique du point de vue de la vie privée. Aujourd'hui, une équipe de chercheurs européens, avec l'initiative PEPP-PT [pour « Pan-European Privacy-Preserving Proximity Tracing »], promet de faire une version européenne de l'application en nous jurant que ce sera protecteur de la vie privée. En France, je trouve effarant de voir à quel point le débat se concentre sur cette application. Cela révèle le fait qu'il n'y a sans doute pas d'autre plan pour

envisager le déconfinement du côté du gouvernement. Or, cette focalisation élude d'autres débats, d'autres manières d'aborder et de gérer cette crise plus collectivement.

Quels sont les dangers d'une telle application ?

Déjà, son efficacité est tout à fait douteuse. De ce qui est connu aujourd'hui du virus, de nombreux cas de transmissions ne pourront jamais être documentés par une application de ce type. La version envisagée par l'initiative européenne retracerait la proximité entre deux personnes via Bluetooth. Il y a déjà des questions techniques sur la capacité de Bluetooth à faire cela, avec les faux positifs que cela peut générer, comme des voisins qui vivent dans des appartements mitoyens [séparés par un mur mais que l'application considérera comme « en contact », ndlr].

Puis, il y a les faux négatifs, puisque le virus se dépose sur des surfaces. Si je mets mes mains contaminées sur du mobilier public et qu'une personne, quelques heures plus tard, se trouve aussi au contact avec ces surfaces, c'est une modalité de transmission dont ces applications ne peuvent pas rendre compte. Ces doutes sur l'efficacité se matérialisent à Singapour. Après avoir expérimenté cette application, les autorités locales ont finalement décidé elles aussi d'un confinement généralisé. Peut-être aussi qu'un nombre insuffisant de personnes l'utilisaient.

Je lis, j'aime, je vous soutiens

Pour rester en accès libre, Basta ! a besoin de vous, lecteurs !

[Soutenez l'indépendance de Basta! en faisant un don.](#)

Pour que cela ait la moindre chance de marcher, il faut que presque tout le monde l'utilise, à tel point qu'une telle application ne restera sûrement pas facultative très longtemps. Il faudrait aussi que les personnes identifiées comme potentiellement contaminées soient immédiatement placées en quarantaine stricte. À Hong-Kong, les personnes en quarantaine doivent porter des bracelets électroniques. En Pologne, elles ont l'obligation d'envoyer aux autorités des selfies depuis chez elles...

Sur le plan technique, pourquoi le fait de passer par Bluetooth serait-il moins attentatoire à la vie privée que la géolocalisation ?

En Chine, les applications comme Wechat [application de messagerie] ou Alipay [une solution de paiement] ont ajouté des fonctionnalités qui permettent aux Chinois d'envoyer aux autorités des rapports de santé et un journal de leurs géolocalisations enregistrées. En Israël aussi, les autorités détiennent aujourd'hui un journal de déplacements des habitants. Avec Bluetooth, elles sauraient seulement à côté de qui nous nous sommes trouvés, à partir du moment où une de ces personnes a été déclarée positive au coronavirus. C'est donc moins problématique, mais ne restera sans doute pas aussi bénin que cela a en l'air.

En quoi des outils technologiques comme envoyer des selfies de chez soi ou un journal de géolocalisation seraient plus dissuasifs que, par exemple, des amendes pour non respect de confinement ou de la quarantaine ?

L'enjeu pour le pouvoir, c'est d'avoir l'air le moins contraignant possible. Cela se présente sous les dorures de la « start-up nation » comme quelque chose d'inoffensif et de volontaire. En fait, on voit bien que ces solutions technologiques s'articulent à des dispositifs de pouvoir sans doute très coercitifs. Ce n'est pas nouveau, les liens entre santé et contrôle des populations sont très anciens. Du temps des épidémies de peste, les mesures de lutte contre la contamination prenaient la forme d'interventions militaires et de cordons sanitaires – les individus qui les franchissaient étaient abattus. Désormais, les appareils numériques semblent, au moins pour une partie d'entre nous, rendre cette coercition plus douce.

Les multinationales du numérique et de la donnée sont aussi sur le coup, avec notamment Apple et Google qui annoncent une application de tracking du virus. Que peut-on attendre d'elles dans cette crise ?

On assiste à une opération de blanchiment numérique massive de nombreux acteurs qui incarnent le capitalisme de surveillance et son modèle économique basé sur la collecte généralisée de nos données personnelles, à travers les applications et tous les services numériques que nous utilisons. Je fais référence à la fois aux opérateurs de télécom qui mesurent les déplacements de la population, mais aussi à des start-ups qui vivent de la publicité ciblée, et à Google qui détient l'historique de navigation de centaines de millions d'utilisateurs de Google maps. Pour ces acteurs, notamment les Gafam qui étaient sous le feu des critiques depuis quelques mois, c'est une aubaine. Nombre d'acteurs estiment qu'il est très utile de disposer de ces masses de données sur la population pour la gérer aux mieux.

On voit aussi l'accélération de ces nouveaux paradigmes bureaucratiques et gestionnaires que sont ceux du big data dans le secteur de la santé. Palantir [firme états-unienne spécialisée dans l'analyse de données, créée avec l'aide de la CIA], Google, Microsoft, Amazon, cherchent à collaborer avec le service national de santé (NHS) du Royaume Uni. Ils sont aussi apparemment en discussion avec d'autres autorités sanitaires en Europe pour croiser des données et gérer de cette manière au mieux la ressource hospitalière. Puisqu'il n'y a pas assez de lits ni de matériel, on croise des tonnes de données pour essayer de piloter cela du mieux possible. Cette fuite en avant vers le big data participe à accélérer des transformations qui étaient déjà très prégnantes dans les politiques de santé, de réduction des moyens. Ce n'est pas de nature à créer un système de santé qui permettra de gérer ce type de crise sanitaire à l'avenir.

Selon vous, dans cet épisode, la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil), ne joue pas son rôle de garante des libertés numériques ?

La Cnil appelle certes à la vigilance mais, en fait, elle accompagne tranquillement le processus de surveillance, et conserve une vision très juridique, étriquée, rendue encore plus molle que d'habitude par la sidération ambiante. En retraçant son histoire, il apparaît que la Cnil fonctionne en fait beaucoup plus comme un alibi de la surveillance que comme une autorité capable de nous prémunir contre de telles dérives. Marie-Laure Denis, l'actuelle directrice de la Cnil, dans une interview au *Monde*, a dit au sujet des applications de backtracking du virus qu'il faudra un dispositif législatif si l'application est rendue obligatoire [2]. Ce que nous craignons, c'est que si une loi est votée un jour, elle donnera aussi tout pouvoir pour imposer des bracelets électroniques et des objets connectés aux personnes en quarantaine, pour s'assurer qu'elles restent bien chez elle, pour contrôler notre assignation à résidence. Cette position de la Cnil n'est pas du tout à la hauteur des enjeux.

Il y a aujourd'hui un débat autour de la tension entre surveillance numérique et libertés. Ce qui pourrait aiguïser aussi l'esprit critique sur la question des données personnelles et de leur utilisation massive y compris en temps normal, par les Facebook, Google, Apple...

Voir ainsi la majorité parlementaire se fracturer sur la question des applications de tracking traduit des formes de résistances. Globalement, beaucoup de gens pointent l'échec des politiques néolibérales dans le secteur de la santé. Le solutionnisme technologique mis en avant par les autorités sert à faire diversion sur cet échec. Tout le monde peut aussi faire l'expérience d'un gouvernement techno-policier massif, avec l'espace public contrôlé par la police de manière très dense, avec un déploiement massif des drones, qui étaient des engins peu utilisés jusqu'à présent, principalement pour surveiller les manifestations.

Avec le confinement, les drones sont utilisés dans un cadre juridique très flou, pour contrôler, verbaliser et surveiller la population. La reconnaissance faciale risque aussi de ressortir légitimée, parce que contrôler et identifier les gens autrement que par des papiers d'identité plein de traces de doigts et de miasmes, cela paraîtra plus hygiénique. Ce sont des arguments déjà formulés par la police aux frontières des États-Unis.

En France, des acteurs de la « technopolice », contre laquelle nous menons campagne [3] se présentent aujourd'hui comme étant en mesure d'offrir aux autorités des solutions hi-tech pour gérer au mieux cette période trouble. Pour ne donner qu'un exemple, une petite start-up à Metz, qui s'appelle Two-I, expérimentait la reconnaissance faciale en lien avec des gestionnaires de stades de football. Elle était aussi dans la course pour travailler à la détection des émotions des passagers du tramway de Nice. Aujourd'hui,

elle propose gratuitement des licences aux forces de l'ordre. Leur solution est basée sur des techniques d'intelligence artificielle qui permettent de scanner en temps réel l'ensemble des flux de vidéosurveillance à l'échelle de plusieurs villes. Cette plateforme analyse ainsi les attroupements, les gens trop près les uns des autres qui ne respectent pas les mesures de distanciation sociale.

Nous sommes vraiment dans cette logique panoptique numérisée très inquiétante. Avant, ces entreprises vivaient de la peur liée à l'insécurité, à la délinquance et au terrorisme. Beaucoup des acteurs que nous dénonçons et dont nous essayons de documenter les programmes et les visées se sentent légitimés par la crise du coronavirus. Ils ont l'impression que leurs technologies policières servent enfin à quelque chose, qu'elles pourraient permettre de relancer la machine économique au plus vite.

Que dénoncez-vous exactement par solutionnisme technologique ?

Le terme est notamment utilisé par Evgeny Morozov, qui propose cette notion dans son livre *Pour tout résoudre cliquez ici - L'aberration du solutionnisme technologique* [4]. Il entend par là l'idée que la technologie résoudrait des problèmes politiques, sans avoir à les travailler, à y réfléchir autrement. On se tourne vers la technologie, et ce faisant, nous écartons nombre d'autres manières d'aborder les problèmes. Pour moi, le terme renvoie aussi à la tendance de la civilisation à penser que la technologie est vectrice de progrès social et politique.

Le big data en est l'un des aspects. Par exemple, une professeure en sciences de la santé canadienne, qui se trouvait en Sierra Leone au moment de l'épidémie d'Ebola de 2014, raconte comment des chercheurs de Harvard sont arrivés dans le pays avec une idée basée sur le big data. Ils voulaient appliquer à cette épidémie un modèle qu'ils avaient conçu sur la base d'une épidémie de paludisme au Kenya quelques années plus tôt. Ils ont donc voulu avoir accès à toutes les données télécom de la population de Sierra Leone pour modéliser leurs déplacements et donc tenter de modéliser la propagation de l'épidémie, pour concentrer au mieux les ressources en personnel médical et équipements sur les zones qui seraient les plus à risque.

De fait, ils n'ont pas réussi à avoir accès aux données des opérateurs de télécom, pour des raisons de vie privée. De toute façon, leur modèle épidémiologique était faux, le virus ne se transmettait pas par les voyageurs et les migrations internes, mais avant tout autour des rites funéraires. Ça, les soignants de terrain et les anthropologues le savaient, mais pendant plusieurs mois, on s'est concentré sur des approches technologiques. Il y a une fétichisation de la technologie [5]. Le risque est grand qu'on reproduise le même type d'erreur dans cette pandémie.

Dans ces épidémies, il y a d'un côté des envies de solutions technologiques complexes, de l'autre des mesures très archaïques, la quarantaine, l'interdiction stricte de sortir...

Michel Foucault décrit les sociétés de souveraineté, avec des punitions et des châtements, les sociétés disciplinaires où on enferme les corps, où on quadrille l'espace, puis les sociétés sécuritaires, à l'ère des flux, où il faut gérer ces flux grâce à la machine informatique. Souvent, on retient cette typologie comme une succession de régimes, alors qu'en fait, ils se recombinent, avec des focales différentes. Aujourd'hui, nous sommes clairement dans un régime sécuritaire avec la gestion des flux comme source de pouvoir, combinée à une approche plus individualisante que permet la technologie. Mais cela se fait toujours en combinaison avec des formes de contrôle social beaucoup plus archaïques et coercitives.

Typiquement, concernant l'application de tracking, pour que cela soit efficace, ceux qui deviendront les suspects contagieux risquent de faire face à un appareil coercitif en partie informatisé, mais beaucoup plus autoritaire que ce qui est annoncé, avec des quarantaine imposées. C'est déjà le cas quand on voit comment les obligations de confinement et leur imposition mobilisent l'appareil policier, comment toute la communication du confinement pointe du doigt les récalcitrants, les brebis galeuses qui ne respectent pas ces obligations, les passagers clandestins de la lutte contre l'épidémie. C'est aussi une manière de cultiver une forme de tempérament autoritaire, où les gens doivent se surveiller les uns les autres. Apparemment, la plateforme d'appels de la police française déborde de dénonciations de personnes qui ne respecteraient pas les mesures de confinement. En Nouvelle Zélande, les autorités ont mis en place une plateforme numérique de délation. Les serveurs ont crashé tellement il y avait de signalements.

Nous sommes au cœur d'un événement fracassant, c'est dur de savoir de quel côté on va retomber, peut-être que ce sera du côté d'une critique du néolibéralisme, peut-être que le débat sur le tracking des contacts fera que la protection de la vie privée reprendra le dessus et qu'on rejettera les appareils de surveillance. En attendant, des aspects inquiétants augurent une accélération d'un contrôle autoritaire, équipé de technologies présentées comme les seules solutions possibles pour sortir de cette crise.

Il n'est pas aisé de continuer à porter publiquement des positions libertaires, de défense radicale des libertés, dans ce moment d'épidémie ?

Ce n'est pas confortable d'être confiné, et nous sommes sûrement privilégiés par rapport à nombre de nos concitoyens confinés dans des logements insalubres ou minuscules, dans des situations très difficiles. Malgré tout, à la Quadrature, nous voulons tenir ces positions, porter ce discours critique. On voit beaucoup de gens plutôt

proches de nos préoccupations qui, parce que c'est la crise, disent qu'il faut accepter temporairement des mesures d'exception. Nous sommes convaincus que ce n'est pas de ce côté qu'il faut chercher, qu'en mettant l'accent sur la surveillance par la technologie, on s'empêche d'engager des formes de transformation sociale plus profondes. Celles-ci semblent pourtant à portée de main puisqu'une série de dogmes et de modes de pensée viennent se fracasser contre la vague pandémique. Mais cette transformation sociale ne sera possible que si nous ne contribuons pas à consolider l'appareil sécuritaire.

Recueilli par Rachel Knaebel

Le [site](#) de Technopolice, la campagne de la Quadrature du net sur les outils de surveillance des technologies de « smart city » ou « safe city ».

Les députés s'apprêtent à financer les grandes entreprises polluantes, sans conditions

17 avril 2020 // Reporterre



Le projet de loi de finances rectificative 2020, qui doit être voté ce vendredi 17 avril à l'Assemblée nationale, met à disposition 20 milliards d'euros pour le sauvetage de grandes entreprises dites « stratégiques », telles qu'Air France, Renault ou le parapétrolier Vallourec. Dans un communiqué, les Amis de la Terre, Greenpeace et Oxfam se sont alarmés qu'« aucune condition ne soit posée au versement de ces aides

publiques, alors qu'elles pourraient renflouer des entreprises polluantes, qui contribuent fortement au dérèglement climatique ».

? Ce matin l'Assemblée nationale s'apprête à signer un chèque 20 milliards sans conditions pour les grands pollueurs !

Les députés doivent de toute urgence fixer des conditions sociales et environnementales ! [#climat](#) [#dividendes](#) [#PLFR](#)

Ī Notre réaction <https://t.co/I4rLFfuJAl> pic.twitter.com/eimUm0n8a6

— Oxfam France (@oxfamfrance) [April 17, 2020](#)

Pour les ONG, « alors qu'il est en position d'imposer des transformations fortes des secteurs qu'il renfloue, le gouvernement choisit la voie du "business as usual", comme si l'urgence climatique n'existait pas ». Jeudi 16 avril, un amendement déposé par Matthieu Orphelin et 10 autres députés demandant des contreparties à l'augmentation des participations de l'État dans de grandes entreprises a été rejeté en commission des finances. Les députés de la majorité ont plutôt proposé d'exiger des entreprises soutenues la mise en place d'une politique de responsabilité sociale et environnementale (RSE). Insuffisant selon les ONG.

Quand on demande des conditions environnementales et sociales à la montée au capital de l'Etat, c'est pour obliger les entreprises polluantes à transformer en profondeur leur modèle économique.

Ce que propose [@LaREM_AN](#) c'est... Exiger une politique RSE. Sérieux ?[#PLFRCovid19](#) pic.twitter.com/H2tfJfiOvj

— Amis de la Terre FR (@amisdelaterre) [April 17, 2020](#)

Sérieux [@pcanfin](#) ? Tu l'as lu l'amendement en question ? Tu trouves que cela suffit ? Vraiment ??? Il ne comporte AUCUNE contrepartie [#PLFR](#) <https://t.co/01mCuxEDyo>

— Matthieu ORPHELIN (@M_Orphelin) [April 17, 2020](#)

Pour Clément Sénéchal, chargé de campagne Politiques climatiques à Greenpeace : *« Le sauvetage inconditionnel d'entreprises responsables de l'urgence climatique est tout simplement dangereux pour l'avenir des populations. En choisissant cette réponse à la crise économique, le gouvernement démontre qu'il ne prend toujours pas au sérieux la question écologique, c'est-à-dire le monde d'après. Pire, il prend prétexte de cette crise sanitaire pour blanchir son alliance indéfectible avec les lobbies, au moment où les citoyen-nes réclament au contraire une société résiliente et des lendemains tournés vers l'intérêt général ».*

« Soutenir à bout de bras et sans condition des multinationales qui devront de toute façon se transformer, c'est rendre leurs salariés encore plus vulnérables aux prochaines crises », a aussi déclaré Cécile Marchand, chargée de campagne climat et acteurs publics aux Amis de la Terre. *« Personne ne comprendrait aujourd'hui que l'on fasse un chèque en blanc à des modèles économiques qui nous amènent dans le mur »*, a dit Alexandre Poidatz, chargé du financement de la transition énergétique chez Oxfam.

Pour les ONG, *« le soutien de l'État doit avoir pour seuls objectifs le maintien de l'emploi et la transition écologique »*.

Une autre voie est possible, apprend-on par ailleurs : en Autriche, l'aide de l'Etat autrichien à la compagnie Austrian Airlines, que le gouvernement négocie actuellement avec la maison-mère Lufthansa, doit être conditionnée à des objectifs liés à la lutte contre le changement climatique, a déclaré jeudi 16 avril la ministre autrichienne de l'Environnement.

► **Source** : Reporterre avec [Oxfam](#) et [L'Usine nouvelle](#).

► **Photo** : [Wikimedia](#)

« La crise consacre la faillite de l'État en tant que puissance anticipatrice agissant au nom de l'intérêt général »

par [Barnabé Binctin](#) // Bastamag // 8 avril 2020



« Cette expérience de confinement ne préfigure en aucun cas ce que serait un programme écologiste », prévient Corinne Morel Darleux, militante « éco-socialiste » et auteure du livre « Plutôt couler en beauté que flotter sans grâce » qui a connu un joli succès de librairie. Elle nous invite à remettre en cause « nos schémas d'analyse » pétris de croissance du PIB, et dresse des pistes d'action pour reprendre en main notre avenir devenu subitement incertain.

Basta ! : Cette crise sanitaire semble exacerber les plus grands maux contemporains – casse des services publics, extrême vulnérabilité de nos économies mondialisées, déséquilibres écologiques, disparité sociale face à l'épreuve du confinement... Comment l'appréhendez-vous ?

Corinne Morel Darleux [1] : Cette crise vient effectivement lever le voile sur beaucoup d'enjeux : le plus flagrant, aujourd'hui, étant l'état de délabrement du système hospitalier. Jusqu'à présent l'alerte était difficile à faire entendre, elle crève désormais les yeux. Si on tire le fil, toute la pelote du « système » vient avec, notamment la question de la délocalisation de la production de biens de première nécessité – ceux liés à la santé bien sûr, mais aussi à l'alimentation, avec ses chaînes d'approvisionnement absurdes qui nous poussent à importer ce qu'on pourrait produire

ici, ou à faire appel à de la main d'œuvre d'autres pays... Ce qui explique la situation inquiétante en ce début de saison agricole. Il est beaucoup question des stocks de masques que les pays se disputent entre eux. On observe la même chose sur les produits alimentaires, avec des pays qui stockent pour leurs propres besoins et n'exportent plus.

C'est ce qui m'a beaucoup marqué, ces derniers jours : nous voyons un effondrement des places financières, mais à l'inverse une très nette croissance des indices sur les bourses de produits alimentaires, qui ont gagné aux alentours de 10% en une semaine... Comme s'il y avait une inversion entre la valeur d'usage et la valeur marchande, une sorte de retournement du fameux paradoxe de l'eau et du diamant d'Adam Smith [paradoxe dans la différence de valeur marchande d'un diamant par rapport à l'eau, alors même qu'un diamant n'a aucune valeur d'usage puisqu'il ne sert ni à manger, ni à se soigner, ndlr]. Au fond, c'est très significatif d'un certain retour à la « matérialité » du monde. Soudain, on se souvient que nos corps sont vulnérables, que nos subsistances sont dépendantes de flux extérieurs et que la première nécessité, c'est de pouvoir se nourrir, se soigner.

Le même phénomène de conscientisation pourrait s'amorcer sur notre dépendance à l'énergie. On se rend compte que nos besoins et nos usages quotidiens correspondent en réalité à des processus de production très concrets, matériels. Cette notion de « matérialité » me paraît l'un des termes les plus justes pour penser et désigner ce que cette crise révèle.

Révolte et inquiétude au centre de rétention du Mesnil-Amelot



Les retenus du centre de rétention du Mesnil-Amelot ont de nouveau manifesté contre l'absence de protection sanitaire. Selon les témoignages, la police serait violemment intervenue pour faire cesser le mouvement de révolte. Pendant ce temps, les premiers cas de Covid-19 ont été détectés au centre de Vincennes.

Depuis plusieurs semaines, les personnes retenues dans les centres de rétention administrative (CRA) ne cessent de **dénoncer leur maintien en rétention** et demandent leur **remise en liberté** dans la mesure où les expulsions sont [rendues quasiment impossibles](#).

À lire > [Malgré l'urgence sanitaire, les centres de rétention demeurent](#)

Samedi soir, une quarantaine d'hommes enfermés dans le centre de rétention du Mesnil-Amelot (Seine-et-Marne) ont **manifesté dans la cour du bâtiment** pour exiger une fois encore leur libération et dénoncer les mauvaises conditions sanitaires dans lesquels ils sont actuellement retenus.

Malgré les recommandations gouvernementales en matière de protection sanitaire, « *les résidents du CRA continuent de manger dans le même réfectoire et de dormir dans des **chambres doubles voire triples** alors qu'ils n'ont toujours ni gel hydroalcoolique ni masques à disposition* », assure Me Patrick Berdugo, vice-président de l'association des Avocats pour la défense des droits des étrangers (Adde). Selon un communiqué commun rédigé par les « prisonniers », le mouvement de révolte aurait commencé lorsque la police aurait « **tabassé** » et « **gazé** » l'un des retenus, qui avait **gardé du pain sur lui en sortant du réfectoire** :

Par solidarité avec lui nous avons franchi les grilles pour nous rassembler dans la cour. Le directeur du centre a alors cadenassé l'entrée des bâtiments, en nous disant que nous dormirions par terre, et a pris nos matelas pour nous punir.

Contraints de passer la nuit dehors, les retenus n'ont été délogés de la cour du centre de rétention que le lendemain. **Selon eux, les forces de l'ordre sont intervenues en fin de matinée pour disperser les protestataires à coups de matraque et de gaz lacrymogènes.** Des affirmations que conteste la préfecture. « *Il y avait une soixantaine de gendarmes et de policiers, assure de son côté un retenu du Mesnil-Amelot joint par téléphone. Ils nous ont aussi couchés au sol pour nous fouiller de manière très brutale et ont piétiné nos papiers et nos affaires. C'est pas possible de nous traiter comme ça.* »

« *L'un de nos relais nous a effectivement dit qu'une personne était passée à l'infirmierie samedi soir, reprend Patrick Berdugo, faisant allusion à la personne qui aurait été violentée pour avoir gardé un morceau de pain sur elle à la sortie du réfectoire. Mais il est très difficile de savoir pourquoi et dans quel cadre cette personne a été prise en charge, et ce qui a pu être constaté en termes de blessure* ».

Avec le retrait des personnels associatifs, il serait de plus en plus difficile de savoir ce qu'il se passe à l'intérieur, et « *nous avons du mal à suivre puisque l'institution ne communique pas* », regrette l'avocat. En conséquence de quoi, **l'Adde a décidé de saisir, lundi 13 avril, le Défenseur des droits** afin qu'il sollicite le préfet de Seine-et-Marne et lui demande de faire remonter les informations.

Transfert des « leaders »

Lors de l'intervention des forces de l'ordre, **au moins sept personnes ont été éloignées du reste du groupe** encore présent dans la cour du centre de rétention. Selon plusieurs sources, ces hommes auraient été considérés comme les « leaders » du mouvement de protestation par les forces de l'ordre, puis **transférés dans les centres de rétention de Rouen et de Lesquen**, près de Lille.

« *Je crois que leurs téléphones ont été confisqués car je n'arrive plus à les joindre* », s'inquiète l'un des retenus, expliquant que les personnes éloignées étaient aussi leurs « porte-parole ». Pour l'avocat de l'Adde, l'organisation des transferts de ces retenus en pleine épidémie est « **irresponsable** » mais semble correspondre à la ligne des autorités « *qui assurent que les règles sanitaires sont respectées au sein des CRA* ».

En fin de semaine dernière pourtant, **un premier cas de contamination** au Covid-19 a officiellement été signalé au centre de rétention de Vincennes. Depuis, un **deuxième cas**, le compagnon de chambre du premier, a lui aussi été diagnostiqué, selon Me

Patrick Berdugo, tandis qu'un **troisième** attend ses résultats et qu'un **quatrième** présente des symptômes. « *Nous avons du mal à savoir si des mesures de confinement spécifiques ont été prises à Vincennes puisque qu'il est **très difficile de discuter avec l'administration*** », estime l'avocat, pour qui la gestion du premier cas s'est mal passée :

Lorsque le premier cas a commencé à ressentir les symptômes, le lundi 6 avril, il en a parlé tout de suite, mais n'a été testé que le mercredi. Il a fallu attendre le vendredi pour que l'homme soit finalement assigné à résidence dans un centre Covid-19. En clair, le processus a duré 4 jours alors qu'il est censé être immédiat, ou presque.

Afin de demander la fermeture temporaire du centre de rétention de Vincennes, l'Adde, le Syndicat des avocats de France (SAF) et le Gisti **ont déposé le 11 avril une requête en référé-liberté**. Les trois organisations vont plaider ce mardi, à 15h, devant le tribunal administratif et tenter de convaincre le ou la juge que « ***la poursuite de l'activité de ce centre constitue un risque sanitaire avéré et que la privation de liberté engendre un risque disproportionné à la vie et à l'intégrité physique des personnes retenues, alors qu'au surplus la justification du maintien en rétention en vue d'un hypothétique éloignement est particulièrement douteuse*** ».

Face à la crise sanitaire, **cinq organisations avaient également saisi le Conseil d'État le 23 mars** pour demander la fermeture temporaire de tous les centres de rétention administrative, estimant que **les mesures barrières de protection adaptées n'étaient pas mises en place**, et que maintenir leur état de fonctionnement exposait les personnes retenues et les personnels qui y travaillent à une contamination.

Cette requête auprès de la juridiction administrative suprême rappelait aussi qu'une personne étrangère n'ayant commis aucune infraction ne pouvait être retenue qu'en vue d'une expulsion. Ce qui est aujourd'hui quasiment impossible. Fin mars, **le Conseil d'État a malgré tout refusé la fermeture provisoire des CRA, arguant que la rétention n'était pas « un facteur d'évolution de l'épidémie »**.

FILM TRIBUNE : Qu'allons-nous faire ?

<https://cerveauxnondisponibles.net/2020/04/14/film-tribune-quallons-nous-faire/>



Il n'y a qu'une question. La mère de toutes les questions.

Que va-t-on faire du reste de nos vies ? Notre vie, celles de nos parents, celles de nos enfants, celles de nos amis, celles de nos amours. Celles des autres êtres vivants sur cette terre.

La crise du Covid a tétanisé une partie de la population. L'épidémie a fait ressurgir partout la peur de mourir, et de voir ses proches mourir. Face à cette peur, rien ne pèse. Ni les idées, ni les mots, ni les concepts. Seul le réel du moment et de la survie compte.

Ceux qui ont le pouvoir et l'argent l'ont bien compris et profitent, sans même s'en cacher, de cette panique individuelle mais généralisée, pour durcir les dispositifs de contrôle et pour préparer l'après. Leur après.

Des milliers de personnes vont mourir de cette épidémie. C'est terrible. Mais que va-t-on faire, nous, les millions d'individus qui allons continuer à vivre ? Il nous reste peut-être quelques années à vivre. Quelques décennies tout au plus. Nous voulons évidemment les passer près de nos proches, de notre famille. Nous voulons être en bonne santé et pouvoir vivre décemment. Dignement. Il n'y a pas de honte à aspirer à de tels désirs. Mais il y a aussi l'aspiration à vivre et à créer collectivement des choses si grandes qu'on n'aurait jamais pu les faire naître sans les autres. L'envie de dévorer, d'explorer, de tenter, d'innover, de crier, de pleurer, de jouir. Mais nous pouvons être bien plus que ce à quoi voudraient nous réduire les dirigeants politiques et financiers.

Il n'y a pas de hasard. Il n'y a pas de fatalité. Si aujourd'hui, l'hôpital manque de lits, de matériel et de personnel, cela s'explique très simplement. Et, au fond, tout le monde le sait. Il s'agit de choix, fait depuis des décennies, par des gouvernements de droite et de gauche. Des choix de réduction de budget. Des choix faits sur l'autel du profit pour quelques personnes. Depuis 30 ans, malgré plusieurs crises majeures à travers le monde, les seuls à s'être massivement enrichis sont les ultras riches. Les millionnaires et surtout les milliardaires.

Ceux qui pensent que le drame du Covid permettra une prise de conscience du pouvoir, ou même des partis d'opposition, sont, au mieux naïfs, au pire complices. Nous avons vécu en 2003 un drame sanitaire avec la canicule, qui a tué en France plus de 20 000 personnes âgées, surtout les plus démunies socialement et économiquement.. Rien n'a changé depuis 17 ans. Au contraire, on a continué à détruire le service public, notamment de la santé. Cela va continuer dans les années à venir, n'en doutons pas.

Le changement, le vrai. C'est le renforcement sécuritaire. On le voyait venir, mais on ne pensait qu'il serait si rapide. En quelques jours, la France a follement accéléré son développement d'une société du contrôle et de la surveillance high tech.

Le pouvoir a traversé deux ans de contestation sociale, sans rien céder aux revendications des Gilets Jaunes, des syndicats, des féministes ou des écolos. La seule réponse aura été le mépris et la violence. La crise actuelle ne va faire que le renforcer et lui donner des outils supplémentaires.

Les choses sont plus que limpides. Ceux qui veulent d'un autre monde doivent œuvrer à une révolution. Il n'y aura pas de changement de l'intérieur de ce système. Ceux qui profitent de ce système ne changeront jamais. Et ils contrôlent les centres de décisions politiques, économiques et même judiciaires.

Le système capitaliste se prétend inébranlable. Il n'y aurait pas d'autre façon de vivre. Sauf que le monde a existé pendant des milliers d'années sans le capitalisme. Et qu'il lui survivra. Reste à savoir si nous, de notre vivant, nous aurons ce plaisir de voir ce système inhumain tomber et disparaître.

Le pouvoir et les médias ne cessent de présenter les révolutionnaires, les Gilets Jaunes et autres écolos "radicaux" comme des êtres assoiffés de violence, de destruction, voire de mort. Mais qui est responsable de centaines de milliers de vies détruites ? Ces morts du Covid, ces morts de la pauvreté, ces morts du chômage, ces morts de la misère ?

Ce sont bien ces responsables en costards. Ces gens ont bien compris qu'ils n'avaient que quelques années à passer sur cette terre, et ils sont prêts à tout pour avoir le plus possible d'argent, de maisons, de voitures... prêts à tout pour offrir les écoles les plus chères à leurs enfants. Prêt à tout pour pouvoir leur assurer une vie la plus "confortable" possible une fois qu'ils seront morts.

Leurs choix, leurs décisions, prises officiellement sur l'autel de la pensée ultra libérale, avec la fameuse main invisible du marché et le ruissellement censé servir au plus grand nombre, ces choix sont en réalité dictés par leurs intérêts personnels : pour eux, pour leurs familles, pour leurs amis.

Ce sont eux les criminels. Ce sont eux les responsables. Ce sont eux nos ennemis.

Nous sommes encore en vie. Enfermés, isolés, réprimés. Mais nous sommes encore en vie.

En vie, et capables de tout.

Capables de tout renverser, de tout changer, de tout reconstruire.

Capables de faire surgir l'après.

Capables de changer le cours de nos vies, de celles de nos parents, de nos enfants, de nos amis, de nos amours.

N'ayons pas peur de mourir. Car nous allons tous mourir.

Mais profitons de nos vies pour faire surgir le beau, l'amour, le bonheur. Pour donner au plus grand nombre l'opportunité d'une vie heureuse.

Pour y arriver, il faudra se battre, vraiment, physiquement, moralement, juridiquement, socialement.

Nous en sommes capables.

Pourquoi la rentrée ne se fera pas à partir du 11 mai...

Publié le 16/04/2020

Les établissements scolaires n'ont pas vocation à devenir des garderies ouvertes pour permettre aux salariés des autres secteurs d'activités de reprendre le travail.

Communiqué de l'assemblée générale des enseignants du lycée Le Castel soutenue par plusieurs sections syndicales.

Savez-vous, Monsieur Blanquer, ce qu'est une école élémentaire, un collège, un lycée ? Oui bien sûr puisque vous êtes ministre de l'Education Nationale. Cela n'est donc pas à vous qu'il convient de rappeler que les petits enfants de maternelle se touchent, que les collégiens, même en demi-groupes, se soufflent dans le visage et que les lycéens se bousculent dans des couloirs même quand ils sont grands.

De l'école au lycée, le savon est rare, les lavabos peu nombreux. Quant aux toilettes, elles sont rarement désinfectées toutes les trois heures. Sans parler des queues à la cantine que l'on peinera à réduire à moins de faire passer les élèves 10 par 10 jusqu'à l'heure du goûter. Les tests et les masques baptisés « grand public » par le président de la république n'existent pas sauf dans les discours officiels. L'OMS déclare le 11 avril par la bouche de Tedros Adhanon Ghebreyesus, son directeur général : « Lever les restrictions trop rapidement pourrait entraîner une résurgence mortelle. »

Dans ces conditions, les enseignants seront dans l'incapacité d'assurer la rentrée d'après confinement à partir du lundi 11 mai car les aménagements envisagés, petits groupes, organisation par demi-journées voire tri des élèves selon leur niveau, ne sont que des pis-aller pour pallier le déficit de matériel sanitaire.

Les établissements scolaires n'ont pas vocation à devenir des garderies ouvertes pour permettre aux salariés des autres secteurs d'activités de reprendre le travail. Aucun professeur ne participera à la mise en danger des élèves et de leurs familles car c'est contraire à la raison. Si on ne peut plus aller au cinéma ou au restaurant jusqu'à cet été, comment envisager se retrouver enfermés dans une salle de classe plusieurs heures par jour sans courir et faire courir un réel danger aux élèves, aux professeurs ?

Alors qu'en Asie et dans beaucoup de pays européens, la rentrée est retardée de façon significative, alors que la communauté scientifique incite à la plus extrême prudence, en France, on prévoit, d'ici à quatre semaines, une réouverture progressive des établissements scolaires, potentiels lieux de contamination. Nous, personnels de l'éducation nationale mais aussi parents, sommes donc solidaires de tous ceux qui actuellement luttent contre la pandémie et nous refusons d'être les complices involontaires de sa recrudescence. Applaudir au balcon le 10 mai au soir et faire la rentrée les jours suivants, à 2000 dans un lycée ? Ne nous demandez pas l'impossible.

Ni les élèves, ni les enseignants, ni aucun salarié ne donnera sa vie pour gagner des points de PIB ! L'école transmet des connaissances, pas des virus. Pas de rentrée scolaire prématurée pour de mauvaises raisons !

L'assemblée générale des enseignants du lycée Le Castel, soutenue par les sections syndicales CGT Educ'action, FO, SNES-FSU, Sud Education, rassemblée virtuellement le 14 avril 2020

Nous ne sommes pas la garderie du MEDEF

Communiqué de la fédération nationale de l'enseignement, de la culture et de la formation professionnelle FO 21

La décision du président Macron et du ministre Blanquer est d'une gravité sans précédent.

Après des semaines où l'impréparation le dispute à l'absurdité et au mépris, l'annonce d'une reprise progressive des cours le 11 mai suscite une profonde colère et inquiétude chez les personnels de l'Education nationale.

- Pourquoi serait-il sans risque d'ouvrir les écoles, les collèges et les lycées quand les cinémas, les théâtres, les restaurants resteront fermés ? Avec des établissements à plusieurs centaines d'élèves, des classes à 30, 35 et +, des internats à 4 par chambre, des cantines bondées ?
- Comment croire que le ministre, qui n'a pas voulu annuler les suppressions de postes, se soucie des difficultés scolaires et fasse revenir en priorité des élèves en situation de décrochage à cause du confinement ?
- Comment assurer que les établissements ne deviendront pas des foyers de contagion sans tester tous les élèves et les personnels ?

Une seule explication : pour relancer l'économie, le gouvernement choisit de libérer les parents de la garde de leurs enfants. Quand l'économie prend le pas sur le respect des règles sanitaires, tous les personnels et les élèves sont délibérément mis en danger. C'est révoltant !

FO refuse que les enseignants et les personnels de vie scolaire aillent travailler la peur au ventre.

Pour FO, la reprise des cours n'est possible que sous les conditions de sécurité suivantes :

- dépistage systématique de tous les élèves et personnels et confinement des personnels testés positifs,
- désinfection des écoles, services et établissements scolaires,
- des matériels de protection (gel hydroalcoolique, gants et masques FFP2) en quantité suffisante.

Au-delà des problèmes posés par la reprise le 11 mai, nous revendiquons à partir de la prochaine rentrée :

- le rétablissement des postes supprimés par la préparation de rentrée 2020,
- l'allègement des effectifs des classes afin de permettre un véritable suivi des élèves.

Nous soutiendrons toutes les demandes de droit de retrait et les mouvements de grève des personnels qui refuseraient cette mise en danger collective.

Fait à Dijon le 15 Avril 2020

Liste de sites d'informations libres et indépendants :

- Ricochets, média libre de la vallée de la Drôme : Ricochets.cc
- Radiations Libres, radio web du collectif Valence en lutte, diffusion tous les soirs à 18h 'sauf le week-end) et émission en direct le jeudi à 19h
<http://mixlr.com/valenlutte/>
- Lundi matin, journal en ligne : Lundi.am
- Reporterre, « quotidien de l'écologie » : reporterre.net
- Infos, analyses, luttes Alpes du sud : valleesenlutte.noblogs.org
- Acta, média de l'enquête militante <https://acta.zone>
- Basta !, un média indépendant en ligne, qui publie quotidiennement des enquêtes, reportages, entretiens, sur les questions sociales, environnementales, économiques et démocratiques : www.bastamag.net
- « On arrête tout, on réfléchit, et c'est pas triste ». Telle était la devise de Gébé dans L'An 01. Aujourd'hui, on est bien obligés d'arrêter. Donc autant réfléchir. Pour que demain soit moins triste. <https://lan01.org>
- Médiapart, site d'actualité français www.mediapart.fr
- Les Mutins de pangée, coopérative audiovisuelle : www.lesmutins.org

Si vous voulez recevoir nos brochures par mail, vous pouvez nous envoyer un mail sur un-regard-cote@riseup.net

